

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1421>



Les zombies profs de Colombes (Communiqué de presse des établissements en lutte : Jeudi 18 février 2016)



- EDUCATION EN LUTTE !
Date de mise en ligne : vendredi 19 février 2016
- Archives 2014-2020

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Malgré le froid et la neige, la mobilisation ne faiblit pas sur la ville de Colombes pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins (plus de 300 h d'enseignement manquantes dans le second degré sur la ville pour simplement maintenir les dispositifs existants à la rentrée 2016). Cette journée d'action a été marquée par l'union des parents, des enseignants et des élus pour qu'enfin la DSDEN et le rectorat prennent en compte la situation de ces établissements et amorcent le dialogue nécessaire à la sortie du conflit.

Ce matin le collège Jean-Baptiste Clément n'a accueilli qu'une dizaine d'élèves, la plupart des élèves étant restés chez eux à l'appel de la FCPE de l'établissement. Au collège Moulin Joly, comme le lundi 15, les parents ont de nouveau bloqué l'accès et aucun enseignant n'a pu assurer de cours. Le lycée Guy de Maupassant a été massivement en grève ainsi que le collège Marguerite Duras. Le collège Gay-Lussac était également mobilisé. Le point commun de tous ces établissements : ils relèvent tous de l'éducation prioritaire.

A 10h, des parents d'élèves et des enseignants des établissements Marguerite Duras, Gay Lussac, Jean-Baptiste Clément, Moulin Joly et Guy de Maupassant se sont rejoints devant la mairie et ont été soutenus par la sénatrice Brigitte Gonthier-Maurin, le député Alexis Bachelay, la conseillère départementale Elsa Faucillon. Les prises de paroles dénonçant le blocage de l'administration et du MEN se sont succédées et l'appel à poursuivre le mouvement a été réaffirmé.

En effet, la direction académique doit impérativement prendre en compte la spécificité du public accueilli dans ces établissements - majoritairement issu des quartiers populaires - et allouer les moyens nécessaires pour assurer l'égalité devant le service public d'éducation. Alors que la réforme du collège est censée précisément permettre à tous les élèves de réussir, quelle que soit leur origine sociale ou leur établissement d'affectation, il est incompréhensible de voir tant d'initiatives menacées dans les collèges et lycées de Colombes. Si le ministère affiche apparemment l'ambition de maintenir toutes les classes bi-langues à Paris, comment justifier que nos élèves de quartiers populaires voient tous les projets disparaître ?

C'est pourquoi, après avoir défilé dans la ville, une soixantaine de personnes se sont rendues à Paris pour une action sous forme d'happening « les zombies-profs ne sont pas morts, nous sommes toujours vivants et nous continuerons à nous battre pour nos élèves des quartiers populaires de Colombes » : <http://www.20minutes.fr/tv/afp-actus/223637-des-profs-zombies-de-colombes-denoncent-le-manque-de-moyens>. Le Parisien, LCI et l'AFP ont relayé l'événement et surtout les revendications qui y étaient portées.

L'Union Locale FCPE a réuni ce soir en Assemblée Générale les parents et l'ensemble des acteurs du second degré de Colombes afin d'organiser la suite du mouvement dans le cas où ce refus de dialoguer et de prendre en compte les revendications des personnels et des parents serait maintenu par l'administration. Une réunion publique aura lieu sur Colombes dès la semaine de la rentrée.

La détermination peut être le mot d'ordre de cette journée : alors que chaque jour le rôle de l'école est reconnu comme essentiel au développement du "vivre ensemble" et à l'épanouissement des jeunes de notre société, nous ne saurions en effet accepter une dégradation du service public d'éducation au nom de principes basement comptables.

Les enseignants resteront mobilisés à la rentrée, et ce tant qu'ils n'obtiendront pas satisfaction pour obtenir les conditions d'enseignement nécessaires à la réussite de leurs élèves.

Les enseignants mobilisés des établissements de Colombes, soutenus par l'intersyndicale second degré CGT éduc'action, SNEP-FSU, SNES-FSU et SUD éducation.

